



# BULLETIN D'INFORMATION

ACTIVITÉS	02
PORTRAIT	11
AGENDA	12

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015 DE L'UPM DISPONIBLE



« Le travail réalisé en 2015 a produit des résultats encourageants et tangibles qui doivent maintenant être amplifiés pour contribuer à répondre aux défis de la région.

Ne perdons pas de vue le potentiel humain, social et économique considérable que représente la région méditerranéenne et son ouverture vers l'Afrique. Ce potentiel constitue un atout majeur dans le cadre de la mondialisation. Adoptons une approche ambitieuse et proactive de notre avenir commun en Méditerranée. »

Extrait du message du Secrétaire général de l'UpM



Découvrez le Rapport d'activité 2015 de l'UpM sur:  
<http://ufmsecretariat.org/fr>

## SAVIEZ-VOUS QUE?

Aujourd'hui:



650 millions de tonnes d'eaux usées sont déversées chaque année dans la Méditerranée



180 millions d'individus souffrent de pénurie d'eau

En 2030:



Presque 80% de la population vivra en zones urbaines



La consommation énergétique au Sud et à l'Est de la Méditerranée pourrait augmenter de 70%



Les émissions de CO2 pourraient doubler

Actions de l'UpM pour l'environnement



>18 projets sur le développement durable



Des investissements d'une valeur de plus de 4 milliards d'euros



## De nouvelles dynamiques pour la coopération régionale en Méditerranée

Sur les rives de la mer Morte en Jordanie, les ministres de la Coopération internationale et de la planification des 43 pays membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM) définirent le 2 juin dernier les étapes clés qui permettront le renforcement de l'impact de la coopération régionale.



Le Commissaire européen, M. Johannes Hahn, et le ministre jordanien de la Coopération et de la Planification, M. Imad N. Fakhoury, convièrent les États Membres de l'Union pour la Méditerranée à participer à cette [première réunion ministérielle pour la coopération régionale et la planification](#).

Le ministre jordanien M. Fakhoury, co-président de la réunion, déclara que « la région euro-méditerranéenne fait face à de plus en plus de défis communs. Une coopération régionale de type gagnant-gagnant est un complément essentiel à presque toutes les politiques que nous menons à l'échelle nationale. »

« Par conséquent, nous avons convenu de redoubler d'efforts pour la mise en œuvre des priorités régionales, notamment en les intégrant de manière plus active dans les activités de planification de chaque pays et dans la coordination de la coopération financée par les différents partenaires. [Les deux rives de la Méditerranée ont besoin d'une intégration économique plus poussée](#), basée sur une approche gagnant-gagnant qui appuie les efforts mondiaux déployés en faveur de la paix, la stabilisation, la reconstruction

et l'intégration économique à l'échelle régionale. »

Il ajouta que la réussite de cette réunion reposait sur les résultats encourageants obtenus dans les domaines de coopération sectorielle spécifique au cours des dernières années (des réunions ministérielles de l'UpM ont été organisées sur des sujets tels que l'eau, l'emploi et le travail, le commerce, l'autonomisation des femmes, le développement urbain, les transports, l'énergie, la coopération industrielle, l'économie bleue, l'environnement et le changement climatique et l'économie numérique).

Le Commissaire Hahn souligna les opportunités offertes par la coopération et l'intégration régionales pour renforcer la croissance économique et la création d'emplois dans la région méditerranéenne, et insista sur le soutien offert par la Politique européenne de voisinage récemment révisée. « L'Union européenne s'est pleinement engagée en faveur du partenariat pour le développement de la région, et aidera à mettre en œuvre la vision d'une région qui est intégrée et

interconnectée, tout en menant à bien les priorités spécifiques nationales. [Aujourd'hui, notre défi le plus important est de trouver des moyens permettant aux jeunes hommes et aux jeunes femmes de notre région de pouvoir envisager un avenir rempli de sens](#) : avoir un sentiment d'appartenance à une communauté locale et mondiale où ils puissent apporter leurs contributions et obtenir des récompenses pour leurs compétences individuelles. Nous devons leur envoyer le message que nous voyons l'avenir de la région comme un avenir de coopération et d'échanges. »

« Cette première réunion ministérielle de l'UpM sur la planification et la coopération régionale met en place un cadre de coopération régionale renforcé pour le lancement d'initiatives et de projets tangibles en Méditerranée », déclara le Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, M. Fathallah Sijilmassi. « Nous sommes ici aujourd'hui pour renforcer la dimension régionale et l'approche collaborative de nos efforts de coopération communs afin de favoriser le développement humain et la création d'emplois, notamment pour nos jeunes, qui sont le principal atout de l'avenir et de la stabilité de notre région. Nous devons placer les jeunes au cœur des efforts de coopération régionale afin d'en faire les acteurs majeurs de l'avenir socio-économique de la région », précisa-t-il.

[L'Union européenne s'est fermement engagée à veiller aux progrès réalisés en matière de coopération et d'intégration régionales](#), tel que spécifié dans la Politique européenne de voisinage (PEV) révisée. Suite à la réunion ministérielle,

plusieurs initiatives emblématiques ont été lancées : les initiatives de l'UE pour l'inclusion financière, d'une valeur de 150 millions d'euros destinés à faciliter l'accès aux financements pour les nouveaux entrepreneurs de la région ; le Programme de bourses de la société civile, avec la première rencontre de 20 dirigeants de la société civile avec le Commissaire Hahn sur les rives de la mer Morte ; et un Programme en faveur des énergies renouvelables à hauteur de 90 millions d'euros avec la Jordanie, démontrant de quelle manière les efforts bilatéraux et régionaux, ainsi que les agendas politiques peuvent converger et être complémentaires.

Les ministres reconnurent il y a un mois la nécessité de renforcer

l'intégration économique dans les pays de la région afin, entre autres, de créer des opportunités qui assureront la croissance inclusive et la création d'emplois nécessaires dans la région. Ils soulignèrent également le rôle crucial de l'Union pour la Méditerranée à cet effet, en saluant le travail du Secrétariat général de l'UpM qui contribue à faciliter les progrès réalisés en matière de coopération et d'intégration régionales, notamment en favorisant les projets régionaux : jusqu'à présent, **45 projets ont été labellisés** par les États membres de l'UpM, 22 étant déjà mis en œuvre sur le terrain.

Lors de la Conférence ministérielle informelle de l'UpM à Barcelone le 26

novembre dernier, les ministres des Affaires étrangères des États membres de l'UpM et leurs représentants exprimèrent unanimement leur engagement à travailler ensemble pour une coopération régionale approfondie et opérationnelle dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée. La conférence de juin dernier était la première réunion formelle de l'UpM au niveau ministériel depuis que l'UE révisa sa politique vis-à-vis de ses pays voisins en novembre 2015, et la première axée sur la dimension financière de la coopération régionale. Rassembler tous les volets de coopération pour obtenir des résultats concrets : passer de la parole aux actes sur le terrain.

## Exploiter le potentiel de l'économie bleue dans la région méditerranéenne

- L'économie bleue représente un énorme potentiel en termes de création d'emplois et d'investissements pour la région méditerranéenne, contribuant ainsi au développement humain, à la stabilité et à l'intégration régionale. Ce potentiel peut uniquement être exploité au travers d'une meilleure coordination entre les pays méditerranéens dans le domaine des affaires maritimes.
- Le premier Groupe de travail sur l'économie bleue de l'UpM eut lieu au milieu du mois de mai à Turku, en Finlande, afin de discuter de l'état d'avancement de la coopération régionale dans les différents domaines liés à l'économie bleue, d'encourager les initiatives et les projets et de préparer le lancement du Forum de l'UpM sur l'économie bleue. La réunion fait suite à la Journée maritime européenne (18 et 19 mai).



La mer Méditerranée a été reconnue comme étant une voie majeure de transports et d'échanges commerciaux et culturels. La région se targue de compter 450 ports et terminaux. En outre, 30 % du commerce maritime mondial (en volume) et un quart du trafic pétrolier maritime mondial transitent par ces terminaux. La région méditerranéenne est la deuxième destination des croisières touristiques à travers le monde. Elle abrite une population côtière de 150 millions de personnes, chiffre qui double au cours de la saison touristique. Au-delà

de données purement économiques, la population méditerranéenne peut également s'enorgueillir de son héritage environnemental et culturel avec plus de 1000 <sup>[1]</sup> zones marines protégées et ses 400 sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Les atouts de la région sont impressionnants, tout comme les contributions à l'économie des secteurs maritimes. Toutefois, la région peut encore se développer.

Rien que dans l'UE, **l'économie bleue pourrait générer deux millions d'emplois supplémentaires d'ici à 2020** et davantage de postes dans la région toute entière, offrant ainsi des perspectives concrètes aux jeunes.

L'économie bleue requiert une meilleure coordination entre les pays euro-méditerranéens dans le domaine des affaires maritimes ainsi qu'un cadre de gouvernance stable qui puisse assurer une viabilité commerciale aux investisseurs.

Les experts euro-méditerranéens sur l'économie bleue se sont rencontrés pour la première fois après la réunion ministérielle de novembre dernier afin de discuter de l'état d'avancement de la coopération régionale de l'UpM et des projets labellisés depuis peu, et de préparer le lancement du Forum de l'UpM sur l'économie bleue. La réunion a eu lieu le 17 mai à Turku, en Finlande, suite à la Journée maritime européenne (18 et 19 mai).

Le 17 novembre 2015, les 43 États membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM) **adoptèrent une déclaration ministérielle sur l'économie bleue**. Ils avalisèrent ainsi la création d'un Forum de l'UpM sur l'économie bleue, qui constituerait un processus intégré et structuré encourageant les pays méditerranéens à l'échange d'informations et de meilleures pratiques, à créer des synergies entre les initiatives actuellement mises en œuvre ainsi qu'à contribuer aux futures actions et stratégies maritimes. Les ministres

insistèrent sur le besoin de renforcer le potentiel de l'économie bleue dans la région méditerranéenne ainsi que d'améliorer la gestion maritime et de s'orienter vers un environnement propice à la promotion de l'emploi, de l'innovation et des opportunités commerciales fondées sur la connaissance grâce au développement de secteurs maritimes clés.

Le Secrétariat général de l'UpM promeut actuellement deux projets labellisés et approuvés par les États membres de l'UpM suite à la réunion ministérielle : **Plastic Busters pour une Méditerranée sans déchets** ; et **Motorway of the Sea (MoS) – L'autoroute de la mer Turquie-Italie-Tunisie**.

Les initiatives de l'UpM en matière d'économie bleue contribuent directement à **l'objectif numéro 14 de développement durable de l'ONU** : « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable ».

<sup>[1]</sup> MAPAMED, la base de données sur les sites d'intérêt pour la conservation de l'environnement marin dans la mer Méditerranée. MedPAN, PNUE / PAM / CAR-ASP. Publié en Avril 2016 Disponible à : <http://www.mapamed.org>.

## Une action coordonnée pour améliorer la sécurité routière dans la région méditerranéenne

- La première réunion d'experts informelle portant sur la sécurité routière en Méditerranée (17 mai 2016) rassembla des experts issus de diverses institutions clés afin de convenir sur des actions futures permettant d'améliorer la sécurité routière dans la région.
- « *L'UpM se trouve dans la meilleure position pour coordonner les efforts de prévention en matière de sécurité routière dans la région méditerranéenne* », déclara Jean Todt, envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la sécurité routière.
- « *Le Secrétariat général de l'UpM est prêt à contribuer aux efforts en matière de sécurité routière dans la région dans le cadre de ses activités dans le domaine des transports. Elle veut pour cela fournir une vaste plateforme intergouvernementale et aux multiples parties prenantes afin d'élaborer un programme concerté* », affirma le Secrétaire général de l'UpM, M. Sijilmassi. « *Le nombre de victimes d'accidents de la route et l'impact socio-économique de ces accidents sont effarants. Le moment est venu d'agir* », ajouta-t-il.

La situation en matière de sécurité routière dans la région méditerranéenne constitue un défi à

l'impact sanitaire, social et économique immense. De fait, dans les 15 pays du sud de la Méditerranée, d'Afrique du

Nord et du Moyen-Orient, tous membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM), le nombre de victimes d'accidents de



la route fut très élevé. On estime que le coût de ces accidents représenta entre 3 et 5 % du PIB.

Cette problématique est également source de grande préoccupation pour les États membres de l'Union européenne, d'où la nécessité d'y répondre et de se concentrer sur un programme commun qui soit véritablement partagé entre tous les pays euro-méditerranéens.

Comme le décrit **Habib Turki, coordinateur de projet pour l'Afrique et le Moyen-Orient de l'Union Internationale des Transports Routiers (IRU)**, « *la circulation routière est un élément clé de l'intégration et de la croissance économique. Une bonne infrastructure et une bonne sécurité routière ont donc un impact direct sur le développement, même si l'on ne peut oublier que l'immense majorité des accidents de la route peut être attribuée au facteur humain, et que la sensibilisation, l'éducation et la formation sont pour cela d'une importance vitale* ».

L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la période 2011-2020 **Décennie d'action pour la sécurité routière**. L'agenda des Nations Unies pour le développement durable à l'horizon 2030 comprend deux objectifs en matière de sécurité routière : réduire de moitié le nombre

de victimes tuées ou blessées d'ici à 2020 et fournir un accès à des systèmes de transport sûrs et durables pour tous d'ici à 2030. L'Assemblée générale adopta en avril 2016 la résolution d'« Améliorer la sécurité routière mondiale », y incluant la possibilité d'établir un fonds d'affectation spéciale pour la sécurité routière afin de soutenir ces initiatives.

À la lumière de ces faits et compte tenu de l'élan politique international renouvelé, les participants convinrent de l'urgence de prendre des mesures par le biais d'efforts régionaux concertés de la part de tous les acteurs concernés. Pour reprendre les propos d'**Olga Sehnalova, membre du Parlement européen** : « *Ma présence ici est la preuve du soutien politique envers cette initiative. Je considère comme extrêmement positives les mesures urgentes de prévention en matière de sécurité routière dans la région euro-méditerranéenne* ».

C'est avec ces objectifs à l'esprit que la **première réunion d'experts informelle portant sur la sécurité routière dans la région méditerranéenne** eut lieu au mi-mai au siège de l'UpM à Barcelone. Elle constitua ainsi un forum d'échange d'expériences et de bonnes pratiques, d'analyse des efforts et des mesures actuels, ainsi que de recherche de moyens permettant d'améliorer de manière efficace

la sécurité routière dans la région méditerranéenne.

La principale conclusion opérationnelle fut, comme les expériences européennes et latino-américaines l'ont montré, que les actions concertées à l'échelle régionale se sont révélées très efficaces pour prévenir et considérablement réduire les accidents de la route.

**Maria Seguí, Directrice générale de la Circulation d'Espagne et vice-présidente de l'Observatoire ibéro-américain pour la sécurité routière (OISEVI)**, évoqua l'impact positif de cet observatoire régional, créé en 2008, dans le but d'échanger des données fiables et des bonnes pratiques, ainsi que de coordonner des initiatives régionales : « *Je suis ravie de présenter l'expérience réussie de l'Observatoire ibéro-américain pour la sécurité routière et suis persuadée qu'elle pourra servir de source d'inspiration à d'autres initiatives similaires dans la région euro-méditerranéenne* ».

Les participants exprimèrent leur soutien quant à une approche régionale pour la prévention en matière de sécurité routière en Méditerranée convinrent d'étudier la possibilité d'**établir un Observatoire régional pour la sécurité routière dans la région méditerranéenne** s'appuyant sur d'autres expériences régionales réussies.

La réunion était présidée par Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, et Jean Todt, envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la sécurité routière. Les projets labellisés par l'UpM dans les domaines des transports et des infrastructures contiennent une composante sur la sécurité routière, à l'image de l'autoroute Transmaghrébienne.

## De la COP 21 à la COP 22 : définir un agenda méditerranéen régional et commun pour atteindre les objectifs climatiques

- Maintenir la hausse de la température mondiale en dessous des 2°C (objectif établi par l'Accord de Paris) requiert des actions qui ne peuvent pas reposer uniquement sur des contributions déterminées au niveau national. Une approche régionale et coordonnée dans le cadre de l'Action pour le climat est indispensable pour atteindre cet objectif en Méditerranée, l'une des régions les plus sensibles en termes d'impact du changement climatique.
- Plus de 50 experts du climat issus des pays membres de l'UpM, d'organisations internationales travaillant dans le domaine du changement climatique (PNUE, BERD, etc.) et de la société civile furent réunis le 12 mai dernier sous l'égide du Ministère français de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, en tant que présidence de la COP21 et ce, afin de convenir d'un programme de travail visant à définir un agenda régional axé sur l'action pour le climat pour la région méditerranéenne.



La COP21 déclencha un élan particulier dans le monde en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique. L'ensemble des États membres de l'UpM signèrent l'Accord de Paris à New York le 22 avril 2016 et se préparent désormais à la COP22 qui aura lieu à Marrakech en novembre 2016. Dans le cadre de cette préparation, le Ministère français de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer accueillit en mai dernier, en tant que présidence de la COP21, le 4<sup>ème</sup> Groupe d'experts de l'Union pour la Méditerranée sur le changement climatique (UfMCCCEG) à l'Institut océanographique de Paris, fondé par le Prince Albert 1er de Monaco. Philippe Lacoste, Ambassadeur négociateur pour le climat, participa à la réunion.

Plus de 50 représentants experts du climat et issus des pays membres de l'UpM, d'organisations internationales clés travaillant dans le domaine du changement climatique, telles que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), ainsi que de la société civile furent réunis au milieu de mai à Paris. Les participants procédèrent à un suivi des mesures prises dans le cadre de l'Accord de Paris et de la mise en œuvre d'actions en lien avec les autorités locales, les investissements du secteur privé et le renforcement des capacités. Un programme de travail pour 2016 visant à renforcer l'agenda méditerranéen relatif au climat, sous l'égide régionale

d'une stratégie à moyen terme, doit être adopté à la fin de la réunion.

Jorge Borrego, récemment nommé Secrétaire général adjoint de l'UpM pour l'Énergie, déclara que : « Le changement climatique est un multiplicateur de menaces pour la stabilité et la sécurité en Méditerranée, l'une des régions les plus vulnérables en termes d'impact du changement climatique. Par conséquent, une coopération régionale renforcée pour relever ce défi commun est nécessaire et l'UpM offre à ce titre une plateforme unique. » Il ajouta également que « la réunion du Groupe d'experts de l'UpM sur le changement climatique a démontré, par un dialogue actif, la volonté des pays euro-méditerranéens de **lutter contre les menaces climatiques en adoptant une approche régionale**. Ce message positif est un signe encourageant pour la stabilité et l'intégration de la région. »

Un dialogue de suivi méditerranéen sur l'action pour le climat se poursuivra pour les années à venir après la réunion du 4<sup>ème</sup> UfMCCCEG. **La MedCOP Climat 2016, qui aura lieu les 18 et 19 juillet 2016 à Tanger**, avec le plein appui de l'Union pour la Méditerranée,

marquera une autre étape importante dans le développement d'un agenda climatique méditerranéen pour la COP22, qui se tiendra à Marrakech à la fin de l'année.

Le Groupe d'experts de l'UpM sur le changement climatique fut créé en 2014 pour servir de plateforme de

dialogue régionale, démontrant la manière dont un système complet d'initiatives, de programmes et de structures pertinents peut être constitué pour créer des synergies, tout en incluant les différentes parties prenantes, le secteur privé et plusieurs niveaux de gouvernance. Son objectif est d'améliorer le dialogue régional

et de stimuler la reconnaissance, le soutien et le développement de projets et d'initiatives spécifiques, axés tant sur l'adaptation aux changements climatiques que sur l'atténuation de leurs effets.

## Réunion de l'UpM des experts internationaux sur l'autonomisation des femmes : encore beaucoup de travail à faire dans la région

• Cinquante experts internationaux sur l'égalité hommes-femmes, issus des gouvernements de l'UpM, d'organisations internationales et d'organisations de la société civile, se furent réunis les 25 et 26 avril derniers au siège de l'UpM à Barcelone, pour préparer le terrain pour la réunion ministérielle sur le renforcement du rôle des femmes dans la société, qui doit avoir lieu au cours du premier semestre 2017.



L'objectif du processus de dialogue régional de l'UpM est d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements ministériels de l'UpM (dans la [Déclaration ministérielle de l'UpM de 2013 sur le renforcement du rôle des femmes dans la société – Paris](#)) et de préparer la prochaine réunion ministérielle, en faisant avancer un agenda régional sur l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes à travers l'échange d'informations, d'expériences, de meilleures pratiques et d'initiatives opérationnelles.

« Ce dialogue régional supervisera non seulement les engagements des

*parties prenantes concernant les droits et la participation des femmes à la vie économique, politique et sociale, mais étudiera également la meilleure manière de reconnaître et de promouvoir le rôle des femmes en tant que moteur pour le développement humain et la stabilité dans la région »,* souligna Delphine Borione, Secrétaire générale adjointe de l'UpM pour les affaires sociales. « *L'égalité des droits et des opportunités entre les femmes et les hommes engendre des sociétés plus stables, prospères et inclusives. Les membres de l'UpM sont fortement engagés dans cette entreprise, qui contribue à traiter plus efficacement les nombreux défis de la région.* »

Le contexte méditerranéen changea considérablement depuis la dernière réunion ministérielle. Outre la crise économique et le taux de chômage élevé, [la région fait face à des défis urgents et graves](#) liés au terrorisme, à l'extrémisme et à la tragédie de la crise des réfugiés et de la migration irrégulière. Les femmes et les enfants en sont les premières et principales victimes. Les participants soulignèrent que le dialogue régional doit veiller à ce que les besoins spécifiques des femmes migrantes et réfugiées soient satisfaits, et que le rôle des femmes en tant qu'agents du changement social, de la paix et de la stabilité soit pleinement reconnu et développé.

### La méthodologie du dialogue régional de l'UpM

Quatre groupes de travail se penchèrent sur quatre domaines identifiés comme des priorités dans la Déclaration ministérielle :

- 1) La participation des femmes à la vie économique ;
- 2) L'accès des femmes aux fonctions de direction et de prise de décision ;
- 3) La lutte contre la violence à l'encontre des femmes et la violence basée sur le

genre ; et enfin, 4) L'élimination des stéréotypes grâce à l'éducation et à la culture. Pour chaque sujet, les participants évaluèrent la situation actuelle de la région et fournirent des recommandations spécifiques et pertinentes. Ils partagèrent également des informations quant aux meilleures pratiques nationales et régionales.

Les groupes de travail furent animés par une équipe de deux personnes, l'une issue de l'un des pays de

l'UpM, l'autre d'une organisation internationale (l'Italie et l'ONUDI pour les questions économiques ; la France et l'OCDE pour le leadership ; l'Égypte et l'ONU Femmes pour la lutte contre la violence ; et le Maroc pour les stéréotypes).

Les quatre groupes présenteront ensuite leurs conclusions et résultats lors de la *Réunion des hauts fonctionnaires de l'UpM spécifique sur le renforcement du rôle des femmes dans*

*la société*, en marge de la [Conférence de l'UpM sur l'autonomisation des femmes, qui aura lieu du 5 au 7 octobre 2016, à Barcelone.](#)

Parmi les institutions internationales et euro-méditerranéennes qui constituent cette plateforme aux différents acteurs prenants, citons : l'ONU Femmes, l'ONUDI, l'OCDE, la BERD, la Commission européenne, la Fondation Anna Lindh et la Ligue des États arabes.

## Améliorer l'employabilité des jeunes : une priorité commune pour le futur de la région méditerranéenne

• La conférence intitulée « L'employabilité en Méditerranée » eut lieu le 14 avril à Marseille en présence du ministre de la Formation professionnelle et de l'Emploi tunisien, M. Zied Ladhari, et avec la participation de plus de 120 participants dont des membres du forum Young Mediterranean Leaders (Forum méditerranéen des jeunes leaders) et des représentants des institutions locales, nationales et internationales ainsi que du secteur privé issus de la région méditerranéenne. De jeunes bénéficiaires du projet labellisé de l'UpM, Méditerranée Nouvelle Chance (MedNC), étaient également présents.

• Selon le ministre, M. Ladhari, « de nombreuses synergies existent entre les pays méditerranéens sur les questions relatives au chômage et on ne compte plus les actions interrégionales susceptibles d'offrir de nouvelles opportunités pour les entreprises, les individus, les demandeurs d'emploi, les États et les gouvernements. Le moment est venu d'agir en faveur des jeunes et de tous ceux qui vivent dans la région méditerranéenne. Nous parlons de la politique de voisinage mais nous sommes bien plus que de simples voisins. La Méditerranée est une famille. Une histoire partagée et une destinée commune nous unissent. Le futur ne peut donc pas être prospère pour une seule rive de la Méditerranée. »



Le taux de chômage des jeunes dans la région méditerranéenne fut parmi les plus élevés au monde au cours de la deuxième moitié d'avril : 25 % en moyenne, deux fois plus que la moyenne mondiale<sup>(1)</sup>. Cette question cruciale concernait autant les pays de la rive sud, que ceux de la rive nord de la Méditerranée. En effet, la moyenne européenne fut de 23 % mais le taux fut plus élevé dans les pays du sud de l'Europe : plus de 50 % pour la Grèce et l'Espagne, plus de

40 % pour la Croatie et l'Italie, plus de 30 % pour le Portugal. Au Maghreb et au Machrek, le chômage des jeunes fut trois fois plus élevé que pour les adultes, un jeune sur trois étant un « travailleur pauvre » et les études universitaires étant de moins en moins une garantie fiable d'obtention d'un emploi.

En avril dernier, plus de 60 % de la population de la région méditerranéenne eut moins de 30 ans. **On estime en outre que, d'ici 2020, le nombre de jeunes avait moins de 30 ans continuera d'augmenter jusqu'à atteindre les 18 %.** Cela représente incontestablement un atout pour la région et c'est pourquoi un agenda

régional décidé et orienté vers l'action en faveur de l'employabilité des jeunes est indispensable pour exploiter le capital humain et économique potentiel de la région.

[1] Organisation internationale du travail, Base de données KILM

### LE RÉSEAU MEDNC : UNE SOLUTION ESSENTIELLE POUR FAVORISER L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES DE MÉDITERRANÉE

Le projet labellisé de l'UpM **Réseau méditerranéen nouvelle chance (MedNC)** est un programme de coopération régional visant à consolider un réseau de centres qui cherche à améliorer l'employabilité des jeunes ayant abandonné l'école sans obtenir de diplôme et des diplômés au chômage de la région euro-méditerranéenne. Il se centre spécialement sur la situation des femmes et s'appuie sur un programme de formation innovant inspiré du modèle d'enseignement des Écoles de la deuxième chance (E2C).

Ce projet, porté par l'Office de Coopération Économique pour la Méditerranée et l'Orient (OCEMO), avec le soutien de l'École de la deuxième chance de Marseille (E2C), l'Agence Française de Développement (AFD) et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, fait partie de l'Initiative Méditerranéenne pour l'Emploi (Med4Jobs) menée par le Secrétariat général de l'UpM.

### FOURNIR DES SOLUTIONS CONCRÈTES

Depuis près de vingt ans, une cinquantaine d'Écoles de la deuxième chance (E2C), réparties sur une

centaine de sites en **France**, offre un soutien exhaustif (sous forme de renforcement des compétences non techniques, d'expériences de stages dans des entreprises partenaires effectués en parallèle à la formation et d'accompagnement social) pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes sortis sans diplôme du système scolaire, les « décrocheurs ». En 2015, 15 000 jeunes bénéficièrent de ce régime avec des taux d'insertions positives qui oscillent entre 50 et 60 %.

En **Espagne**, où le taux de décrochage scolaire avoisine les 50%, les centres locaux ont développé des actions spécialement conçues pour les jeunes de 14 à 24 ans, déscolarisés, sans diplôme ni emploi. Certaines de ces écoles ont conjugué leurs efforts pour constituer un réseau national, Escuelas de Segunda Oportunidad (E2O).

Au Sud de la Méditerranée, les acteurs publics, privés et de la société civile sont également très mobilisés. Au **Maroc**, la Fondation OCP lança un programme « Actions Sociales et Accompagnement de la Jeunesse » qui a bénéficié en 2015 à des milliers de jeunes. En **Algérie**, les groupes Danone et Cevital se associèrent à la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie pour créer l'école Miftah Ennajah, une école de vente réservée aux jeunes sans emploi et sans diplôme. En

**Tunisie**, l'Association de la nouvelle chance proposa une formations aux diplômés de trois Instituts – ISCAE, ISG et ISET ; les deux premiers sont liés aux Universités de « La Manouba » et de Tunis respectivement, et le troisième est lié à la Direction générale de l'enseignement technique.

### UNE CONFÉRENCE SUR L'EMPLOYABILITÉ EN MÉDITERRANÉE : NOS JEUNES PRENNENT LA PAROLE.

Après plusieurs réunions du comité de pilotage tenues à Casablanca, Tunis, Barcelone et Rabat, les partenaires du Réseau MedNC furent réunis à Marseille, à l'occasion de la conférence intitulée « L'employabilité en Méditerranée ». Le but de cet événement était de donner la parole aux jeunes et de démontrer, à travers plusieurs exemples de la région euro-méditerranéenne, que de nombreuses solutions en faveur de l'employabilité des jeunes sont mises en œuvre.

Cette réunion fut conjointement organisée à la Villa Méditerranée par l'OCEMO, l'École de la deuxième chance de Marseille (E2C), l'AFD et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec le soutien du Secrétariat général de l'UpM.

## L'UpM lance deux projets de coopération régionale pour promouvoir l'investissement inclusif en Méditerranée

- Le Secrétariat général de l'UpM et ANIMA Investment Network lancèrent deux projets Euro-Méditerranéens visant à développer les investissements qui contribuent à la croissance inclusive en Méditerranée.
- Une intégration régionale plus efficace est essentielle pour assurer un meilleur avenir socio-économique dans la région. Une connexion élargie, le commerce, l'investissement ainsi qu'une voie stable vers le développement durable pourrait fortement accroître la compétitivité de l'ensemble de toute la région Euro-Méditerranéenne dans l'économie mondiale.



**EMIPO – EUROMED Invest Promotion and Observatory** est un projet euro-méditerranéen majeur visant à développer les investissements privés et les partenariats d'affaires dans la zone euro-méditerranéenne en renouvelant l'intérêt des PME pour ce marché régional.

Emmanuel Noutary, Délégué Général d'ANIMA, souligna que ce nouveau partenariat associant acteurs publics et privés « *s'inscrit dans la durée pour s'attaquer aux déficits de partage de richesse, d'investissement et d'intégration* ». Claudio Cortese, Premier Secrétaire General Adjoint de l'UpM, ajouta « *le développement du secteur privé, le soutien à la création d'emplois, la répartition équitable des bénéfices économiques ainsi que le renforcement de la coopération et de l'intégration régionale sont des facteurs clés contribuant au développement socioéconomique et à la stabilité de la région.* »

La conférence organisée en mars mobilisa plus de 55 acteurs du développement économique et de l'économie sociale des deux rives de la Méditerranée, des organisations telles que les agences d'investissement nationales, les ministères, les organismes de développement, les fédérations professionnelles, les chambres de commerce, des institutions internationales de développement et les entreprises.

[1] European Commission (Directorate General for Trade) from Eurostat (Comext, statistical regime 4), 16 October 2015

La promotion de la coopération économique régionale et l'intégration est au cœur des projets labellisés par l'UpM. Les projets EDILE et EMIPO furent lancés à Barcelone par le Secrétariat général de l'UpM et ANIMA Investment Network – la plateforme de coopération pour le développement économique en Méditerranée -. Le lancement a eu lieu lors de la Conférence « *Promotion de l'investissement inclus en Méditerranée* », qui s'est déroulée les 14-15 mars au siège de l'UpM. La Conférence fut organisée par le Secrétariat général de l'UpM, ANIMA Investment Network et iesMed – la plateforme de coopération pour stimuler l'Economie Sociale Méditerranéenne.

**L'intégration économique régionale a un fort potentiel de croissance.** Une étude récente menée par le Secrétariat général de l'UpM indique la répartition suivante des flux commerciaux dans la région : 90% au sein de l'UE ; 9 % entre l'UE et ses voisins du Sud ; et seulement 1 % chez les voisins du Sud de la Méditerranée. Les

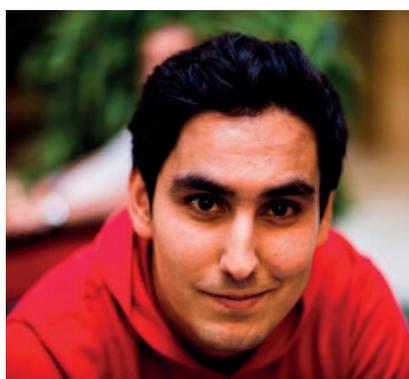
accords d'association et d'autres instruments de libre-échange ont fourni un encadrement positif pour le développement des relations économiques en Méditerranée. Cependant, le PIB de l'UE par habitant est toujours en moyenne 6 fois plus élevé que dans les pays du sud de la méditerranée. En 2014, la balance commerciale de l'UE avec ses partenaires UpM du Sud a eu un excédent de 49 milliards d'euros, ce qui représente le deuxième excédent commercial le plus important et compensant plus d'un tiers du déficit commercial de l'UE avec la Chine.<sup>[1]</sup>

**EDILE – Economic Development through Inclusive and Local Empowerment** s'inscrit dans une approche régionale et propose un label reconnaissant les investissements ayant un impact positif au plan local, afin de contribuer à générer davantage de retombées notamment en matière d'emploi, de sous-traitance et de respect de l'environnement.

## PORTRAIT

## Entretien avec Mohamed Bouagina et Hassan Al-Zara

Mohamed Bouagina et Hassan Al-Zara sont deux jeunes bénéficiaires, l'un tunisien, l'autre syrien, du projet labellisé par l'UpM « Programmes euro-méditerranéens de masters et de doctorats », étudiant à l'université EMUNI (Slovénie). Ils suivent actuellement les cours du master en Communication interculturelle des entreprises.



Mohamed Bouagina, Tunisie.  
Bénéficiaire du projet de l'UpM « Programmes euro-méditerranéens de masters et de doctorats » à l'université EMUNI (Slovénie).

**UpM:** Que pensez-vous de ce programme de master et de son contenu ?

**Mohamed Bouagina (M. B.) :** Jusqu'ici, j'ai beaucoup appris. Le programme a vraiment cette composante spécifique qui le rend différent des autres programmes. Je le recommanderais vivement aux autres étudiants.

**Hassan Al-Zara (H. A.) :** Je suis satisfait de ce master dans sa globalité. Notre programme de master s'articule autour de deux composantes : le monde de l'entreprise et la linguistique (communication). Je suis vraiment satisfait du master et j'espère que l'équilibre entre ces deux composantes sera conservé, car l'apprentissage des langues est pour moi, en tant que

diplômé, très important et très utile pour intégrer le monde de l'entreprise.

Le fait que nous venions de différents pays et baignons ainsi dans cet environnement interculturel en classe a également été une excellente expérience.

**UpM:** Parlez-nous de la situation des jeunes dans la région méditerranéenne. Pensez-vous qu'il y a assez d'opportunités pour eux dans cette région ? Qu'est-ce qui, à vos yeux, aurait besoin d'être amélioré ?

**M.B.:** La région en elle-même a beaucoup de potentiel. Les jeunes générations et les étudiants désirent vivement voir la région en paix pour pouvoir aller encore plus loin. Étant

*« La région en elle-même a beaucoup de potentiel. Les jeunes générations et les étudiants désirent vivement voir la région en paix pour pouvoir aller encore plus loin. » Mohamed Bouagina, Tunisie.*

jeune et originaire de la région méditerranéenne, le fait d'avoir cette opportunité de rencontrer d'autres jeunes provenant de divers lieux de la région m'a fait réaliser que nous partageons des dénominateurs communs mais que nous sommes aussi différents.

Cette diversité est ce qui rend cette région si riche : une région qui partage la même mer mais dont les rives nord et sud restent différentes. Je crois que favoriser la mobilité des jeunes entre les pays du nord et du sud de la Méditerranée aurait un impact considérable, offrant ainsi à chaque rive de meilleures possibilités de connaître la culture des autres. Cela pourrait vraiment nous aider à l'avenir. Il appartient aux générations précédentes



Hassan Al-Zara, Syrie.  
Bénéficiaire du projet de l'UpM « Programmes euro-méditerranéens de masters et de doctorats » à l'université EMUNI (Slovénie).

de donner aux jeunes leur chance de décider de leur futur plutôt que de laisser leur futur décider pour eux.

**UpM:** Où vous imaginez-vous dans quelques années ?

**M.B.:** Je m'imagine comme quelqu'un contribuant à la reconstruction de mon pays sur des valeurs nouvelles. Je suis fermement convaincu que la Tunisie peut contribuer à la paix dans le monde et j'aimerais prendre part, par le biais de mon travail, à une ONG œuvrant dans le domaine du développement et dont les actions

*« Le fait de provenir de différents pays et de baigner dans cet environnement interculturel en classe a été une excellente expérience. », Hassan Al-Zaza, Syrie.*

sont utiles. J'aimerais, dans l'idéal, retourner en Tunisie et trouver l'occasion propice de faire bon usage des connaissances que j'ai acquises.

**H.A.:** Je me vois comme un pont entre les pays européens et méditerranéens,

reliant les populations et les cultures. J'espère donc que je jouerai ce rôle : communiquer avec les gens et les réunir afin de faire avancer les perspectives d'avenir dans nos pays.

### À propos du programme

Les programmes euro-méditerranéens de masters et de doctorats ont pour objectif de former des jeunes professionnels engagés et hautement compétents, qui contribueront à transformer la région méditerranéenne depuis leurs futurs postes au sein

d'entreprises, d'administrations publiques, de centres de recherche ou d'organisations à but non lucratif. Créée dans le cadre de la Déclaration du Sommet de Paris pour la Méditerranée (Paris, 13 juillet 2008), l'université EMUNI est un réseau international rassemblant plus de 200 universités et dont le siège se situe en Slovaquie. Sa

mission principale est de renforcer la compréhension mutuelle et le dialogue interculturel entre les pays euro-méditerranéens en mettant en place des programmes d'études de troisième cycle et de recherche qui contribueront significativement au développement de l'enseignement supérieur, de la science et de la recherche.

## AGENDA

**18-19 juillet 2016** Développement Durable: MedCOP Climat 2016. Tanger, Maroc

**18-20 juillet 2016** Employabilité des jeunes: Lancement du projet labellisé par l'UpM : YouMatch – Projet « Boîte à Outils ». Amman, Jordanie.

**8-9 septembre** Développement Durable: Conférence EIB Med (FEMIP). Rabat, Maroc.

**26-27 septembre** Employabilité des jeunes: 3ème réunion ministérielle UpM sur l'emploi et le travail. Jordanie.

**5-7 octobre** Conférence de l'UpM sur l'autonomisation des femmes. Barcelone